



Michael M. Laskier

JUIFS ET MUSULMANS EN ÉGYPTÉ

DES ORIGINES
À NOS JOURS

histoire
partagée

Projet
ALADIN



ALADDIN
Project

Tallandier

JUIFS ET MUSULMANS
EN ÉGYPTE

« Histoire partagée »
collection dirigée par Michel Abitbol

Amnon Cohen, *Juifs et musulmans en Palestine et en Israël.*

Lucette Valensi, *Juifs et musulmans en Algérie.*

Abdelkarim Allagui, *Juifs et musulmans en Tunisie.*

Mohammed Kenbib, *Juifs et musulmans au Maroc.*

Yosef Yuval Tobi, *Juifs et musulmans au Yémen.*

Michael M. Laskier

JUIFS ET MUSULMANS
EN ÉGYPTE

Des origines à nos jours

Traduit de l'anglais par Françoise Bloch

« Histoire partagée »
Tallandier/Projet Aladin

« Histoire partagée »

La collection « Histoire partagée » présente douze ouvrages nouveaux consacrés à l'histoire des relations entre juifs et musulmans en terre d'islam, à leur héritage et patrimoine culturel et religieux méditerranéen et moyen-oriental commun. Elle retrace l'histoire de ces relations millénaires au Maroc, en Tunisie, Algérie, Espagne andalouse, Égypte, Israël-Palestine, ainsi qu'au Yémen, en Turquie, Syrie, au Liban, en Iran, Libye et en Irak. Ces ouvrages doivent permettre aux jeunes générations nées dans les pays musulmans ou en Occident d'avoir accès, dans leur langue, à cette histoire commune, avec les périodes de conflits, de tensions, mais aussi une longue tradition de cohabitation et d'échanges.

Un comité scientifique, composé d'universitaires de différents pays, présidé par le professeur Abdou Filali-Ansary, a veillé à la réalisation de cette collection, dirigée par le professeur Michel Abitbol. Cette collection s'inscrit dans la politique générale et éditoriale du Projet Aladin qui œuvre aux rapprochements interculturels, notamment entre les mondes juifs et musulmans, par la diffusion des savoirs et le rejet de toutes les formes de révisionnisme historique.

La collection « Histoire partagée » est publiée
avec le soutien de la Fondation Patrick et Lina Drahi,
l'Institut Alain de Rothschild, la Fondation Edmond J. Safra
et la Fondation pour la Mémoire de la Shoah.

© Éditions Tallandier/Projet Aladin, 2020
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-4153-0

PRÉFACE

Pont entre le Levant et le Maghreb et repère incontournable dans l'histoire de l'Antiquité, de l'islam, des Arabes, de l'Afrique et de l'Europe, l'Égypte occupe également une place historique éminente dans le judaïsme puisque le récit biblique fait remonter au temps des patriarches la présence des Hébreux dans la vallée du Nil. Longtemps avant l'avènement de Moïse qui libéra ces derniers du joug du pharaon et les sortit d'Égypte, un « exode » héroïque, aux dimensions mythiques faisant de la « sortie d'Égypte » l'acte fondateur du monothéisme juif qui lui-même se définit par opposition à la religion égyptienne. Plus concrètement, la trace archéologique la plus ancienne d'une présence juive en Égypte date du milieu du VII^e siècle avant J.-C., c'est-à-dire au lendemain de la destruction du premier Temple de Jérusalem puis, en nombres plus conséquents, après la conquête d'Alexandre le Grand, en 332 avant J.-C., les juifs égyptiens devenant la plus grande communauté de la diaspora. Une communauté très hellénisée qui comprenait de moins en moins l'hébreu et qui fut la première à se réjouir de la publication à Alexandrie de la Bible des Septante qui, avant de devenir l'Ancien Testament pour les chrétiens, fit connaître le monothéisme juif aux Grecs, puis à l'ensemble du monde.

Les relations entre les juifs et leurs voisins se détériorèrent considérablement lorsque l'Égypte passa sous domination

romaine. Elles devinrent explosives lors de la « guerre de Judée » qui se termina par la destruction du Temple de Jérusalem par Titus en 71. Prenant fait et cause pour leurs coreligionnaires de Terre sainte, les juifs égyptiens subirent les foudres de Rome puis de Byzance au cours des siècles suivants : la communauté d'Alexandrie décimée et ses rares survivants réduits au silence, toute vie juive cessa quasiment dans la vallée du Nil jusqu'à la conquête musulmane et l'instauration du califat omeyyade au milieu du VII^e siècle. Bénéficiant des avantages et des obligations inhérents à leur statut de *dhimmis*, l'histoire des juifs égyptiens connut ensuite des hauts et des bas, à l'instar de celle de l'ensemble de leurs coreligionnaires vivant sous l'égide de l'islam. Enrichie par la venue de migrants venant d'Irak, de Syrie et de Palestine, la communauté égyptienne hébergea notamment les premiers adhérents de la secte des Karaïtes puis, à la faveur de l'avènement des Fatimides et leurs successeurs Ayyoubides, entre le X^e et le XII^e siècles, accueillit les rescapés des persécutions almohades d'Andalousie et du Maghreb, parmi lesquels Maïmonide qui, né à Cordoue en 1138, passa le reste de ses jours jusqu'à sa mort en 1204 au Caire (Fostat) où il rédigea l'essentiel de son œuvre religieuse et philosophique. Cet « âge d'or » égyptien prit fin avec l'arrivée au pouvoir, au milieu du XIV^e siècle, des Mamelouks qui adoptèrent une politique très rigoureuse à l'encontre des *dhimmis* coptes et juifs. Réduit à quelques centaines de familles seulement installées principalement au Caire et à Alexandrie, le judaïsme égyptien se ranima quelque peu avec l'arrivée d'émigrés judéo-espagnols en 1492 puis à la suite de la conquête du pays, en 1517, par les Ottomans. Comme ailleurs, la Sublime Porte ne tarda pas à y abandonner l'essentiel du pouvoir politique et militaire aux anciennes « maisons » mamelouks et aux officiers supérieurs du corps des janissaires.

L'expédition française de 1798 suivie par le départ quasi définitif des Ottomans et l'accès au pouvoir en 1805 de Méhémet Ali ouvrirent largement l'Égypte à l'influence européenne. Comptant quelque six mille personnes vivant principalement au Caire – dont un millier de Karaïtes allait voir ainsi sa condition s'améliorer nettement. Fait remarquable : alors que dans la plupart des pays musulmans la modernisation conduisit de nombreux juifs à émigrer en Europe, en Asie et en Amérique pour y chercher fortune, en Égypte, c'est à un mouvement inverse que l'on assista, à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle, marqué par la venue de milliers de juifs originaires du bassin méditerranéen (Grèce et Italie notamment), du Levant et même d'Europe orientale qui préservèrent jalousement leurs traditions linguistiques et religieuses sans trop se mêler à la population juive locale. C'est de cette période d'ailleurs que date la promotion des grandes familles juives d'Égypte telles que les Suarès, les Cattaoui, les Mosseri et les Menasce : nées, à quelques exceptions près, hors d'Égypte, leur ascension débuta sous les successeurs immédiats de Méhémet Ali et se poursuivit avec plus d'ampleur encore à l'époque britannique, à partir de 1881. Un processus qui s'étiola progressivement entre les deux guerres mondiales, victime aussi bien de la montée du nationalisme égyptien que de l'aggravation de la question palestinienne puis de l'irruption d'Israël sur la scène internationale, de l'émergence des Frères musulmans, de la chute de la monarchie et de l'avènement du nassérisme – des facteurs qui, joints aux défaites successives de l'Égypte face à l'État hébreu, allaient finir par sonner le glas de la présence juive dans la vallée du Nil et dans l'ensemble des pays arabes. Ainsi, la première guerre israélo-arabe terminée, un quart environ de la population juive (quinze mille personnes) quitta le pays. Le mouvement s'accéléra davantage encore au

lendemain de la campagne de Suez en 1956 : prétextant de la collusion entre impérialistes français et britanniques, d'un côté, et sionistes égyptiens et israéliens, de l'autre, plusieurs centaines de juifs ressortissants étrangers furent expulsées et leurs biens confisqués, ce qui entraîna, au cours des quatre années suivantes, le départ de plus de quarante mille juifs vers la France, le Canada ou Israël. Enfin, les décrets de nationalisation promulgués par le régime nassérien, au cours des années 1961-1962, affectèrent durement les derniers vestiges de la communauté qui finit par s'éteindre complètement au lendemain de la guerre israélo-arabe de juin 1967. Rien ne fera plus revenir les juifs dans l'ancien pays des pharaons. Pas même le voyage spectaculaire en 1977 du président Anouar al-Sadat en Israël ni la signature, en 1981, du traité de paix israélo-égyptien, le premier acte de normalisation diplomatique entre un pays arabe avec l'État hébreu.

Professeur émérite de l'université Bar-Ilan (Israël), l'auteur de ce volume, Michael M. Laskier, est l'un des spécialistes les plus connus et les plus prolifiques aussi de l'histoire des juifs en pays musulmans. S'appuyant sur une très riche documentation et puisant dans les meilleurs ouvrages de référence, il y dresse un tableau complet et saisissant de l'évolution interne du judaïsme égyptien depuis ses origines jusqu'à nos jours. Balayant ainsi d'une main très assurée plus de deux mille ans d'histoire, il accorde tout naturellement une place importante aux bouleversements et aux événements qui ont accéléré le délitement de cette vieille communauté juive qui, au lendemain de la guerre de juin 1967, devait disparaître corps et biens sans laisser quasiment aucune trace de sa longue odyssée dans ce pays qui occupe une place considérable dans la mémoire juive de tous les temps.

Michel Abitbol et Abdou Filali-Ansary

INTRODUCTION

Définir les multiples modes de la coexistence judéo-musulmane

Cet ouvrage explore les liens tissés entre la majorité musulmane et la minorité juive en Égypte du VII^e siècle à nos jours. Il mentionne souvent les chrétiens qui formaient une population substantielle et dynamique. Ces différents groupes entretenaient des liens reposant sur des phénomènes complexes et très nuancés, à plusieurs facettes, en particulier des points communs, des aspects de coexistence sociale et économique, ainsi que d'interdépendance correspondant à des intérêts convergents. Mais ceux-ci furent supplantés par les divergences. Même au Moyen Âge, certains intérêts communs pâtirent de l'instabilité politique et sociale due à l'arrivée d'un nouveau dirigeant, à la mort d'un calife, d'un sultan, d'un vizir (ministre du gouvernement) ou d'un gouverneur régional tolérant, ou encore à l'ascension d'une nouvelle dynastie fanatique succédant à une autre, plus libérale (comme celle des Mamelouks). Durant la période moderne, les modes de convergence positifs furent remplacés par des modes de divergence liés à diverses considérations politiques intérieures, à l'impact du colonialisme et de l'impérialisme européen, à la marginalisation des non-musulmans à travers la mise en œuvre de

sanctions gouvernementales dans les domaines économique, social, culturel et politique, parallèlement à l'émergence d'idéologies nationalistes radicales, à des facteurs externes comme certaines évolutions régionales et internationales, et au conflit israélo-arabe. Les relations entre la majorité musulmane et les minorités ethnoreligieuses n'ont donc jamais été idylliques au fil des siècles.

Le chapitre premier présente les modes de coexistence entre les musulmans égyptiens et leurs souverains dynastiques, et les minorités non-musulmanes ainsi que leurs chefs communautaires, de la conquête arabe, au VII^e siècle, jusqu'au début du XVI^e, qui marque l'annexion de l'Égypte par l'Empire ottoman. Cette période se caractérise par des relations fluctuantes. Du X^e siècle à la première moitié du XIII^e, des liens positifs s'entremêlent : interdépendance économique et sociale entre juifs et musulmans ; partenariats économiques entre musulmans, juifs et chrétiens ; forte autonomie communautaire juive et essor intellectuel laïc et religieux des juifs, que favorisèrent les souverains relativement tolérants du califat fatimide et du sultanat ayyoubide en accueillant notamment des émigrés juifs en Égypte. Les juifs et les chrétiens partageaient avec leurs compatriotes musulmans des points communs notables : la langue, l'économie et la plupart de leurs pratiques sociales. Dans le même temps, juifs et chrétiens furent périodiquement frappés de mesures draconiennes édictées par le pacte d'Omar II, en tant qu'infidèles « tolérés ». De la seconde moitié du XIII^e siècle à la deuxième décennie du XVI^e, sous le régime des sultans mamelouks, les relations judéo-musulmanes se détériorèrent fortement. Les Mamelouks imposèrent en effet aux juifs des sanctions sévères et humiliantes sur le plan économique et social, semblables à celles qui furent infligées à leurs

coreligionnaires en Europe sous la chrétienté. L'accès à certaines professions, qu'ils pratiquaient jusqu'alors librement et ouvertement, leur fut interdit.

Le chapitre II, quoique bref faute de sources primaires, est également instructif et essentiel pour comprendre le statut des juifs après la conquête de l'Égypte par les Ottomans, en 1517, jusqu'à la campagne napoléonienne de 1798. Là encore, les relations peuvent être qualifiées de fluctuantes. La période qui suit immédiatement la conquête ottomane se caractérise par un essor intellectuel, en partie dû à l'arrivée et à la réhabilitation des réfugiés juifs d'Espagne. Ils en avaient été chassés en 1492, après la chute de Grenade, dernier bastion musulman à l'époque de la *reconquista* chrétienne de la péninsule Ibérique. Ce chapitre définit la coexistence judéo-musulmane dans le contexte des relations de travail entre les juifs et les gouverneurs ottomans envoyés de Constantinople pour servir en Égypte. Jusqu'à la fin du XVI^e siècle, les juifs, bénéficiant d'ouvertures économiques et d'avantages rappelant les ères fatimide et ayyoubide, prospérèrent. Cependant, certains gouverneurs ottomans, cupides, cherchaient parfois à priver les juifs aisés de leur fortune nouvellement acquise ; il leur arrivait de les malmenner en raison des pressions de l'*ulama* égyptien (clergé musulman), irrité par les politiques ottomanes de tolérance envers les minorités non-musulmanes. Globalement, toutefois, les juifs étaient alors mieux lotis qu'à l'ère mamelouke. L'horizon commença cependant à s'assombrir dès la fin du XVI^e siècle jusqu'à la fin du XVIII^e, à l'amorce du déclin de l'Empire ottoman, enclenché par la décentralisation administrative et par l'autorité croissante de gouverneurs indépendants dirigeant les provinces impériales selon leur bon vouloir. Ce phénomène eut un impact certain sur l'Égypte. En outre,

les Mamelouks, chassés par les Ottomans en 1517, retrouvèrent leur vigueur politique et prirent le pouvoir durant la seconde moitié du XVII^e siècle. Ils persécutèrent les juifs qu'ils privèrent de leurs droits fondamentaux. En 1798, la campagne d'Égypte de Bonaparte aurait pu redonner espoir aux juifs qui considéraient que la présence française leur serait plus favorable. Mais les Français furent battus par une coalition britannico-ottomane, qui mena à la restauration de la domination ottomane. L'influence mamelouke prit également fin et les juifs durent attendre plusieurs décennies avant de voir leur condition s'améliorer.

Le chapitre III s'étend du début du XIX^e siècle à 1939. Il s'ouvre sur l'arrivée au pouvoir de Méhémet Ali, officier d'origine macédonienne au service de l'armée ottomane, qui établit sa propre dynastie pour gouverner l'Égypte « au nom de l'Empire ottoman ». Ce chapitre s'achève à l'aube de la Seconde Guerre mondiale. Entre ces deux périodes, en 1882, les Britanniques occupèrent l'Égypte. Si l'autorité ottomane nominale resta intacte jusqu'à la fin 1914, le pays, sous administration coloniale britannique, était de fait dominé par les descendants de Méhémet Ali. Il obtint son indépendance du Royaume-Uni en trois phases : 1922, 1936 et 1954. En 1923, un gouvernement civil et un Parlement fondé sur une Constitution progressiste accompagnèrent les successeurs de Méhémet Ali (dont le titre, sous les deux derniers souverains, Fouad I^{er} et Farouk, était devenu « roi »). À quelques exceptions près, cette période, en particulier à partir des années 1860, est la plus bénéfique pour les juifs et pour toutes les minorités non-musulmanes. De nombreux juifs de l'Empire ottoman et d'autres pays, notamment des Séfarades des Balkans et des Ashkénazes

d'Europe de l'Est, choisirent l'Égypte comme nouveau foyer. Le canal de Suez fut inauguré en 1869, d'ambitieux programmes de réformes, d'urbanisation et d'initiatives économiques firent de l'Égypte un pays attrayant pour les juifs et d'autres étrangers qui y installèrent leurs colonies, notamment au Caire et à Alexandrie. La présence britannique et la tolérance religieuse des Égyptiens contribuèrent largement à ce renouveau, tout comme les nouvelles politiques ottomanes du milieu du XIX^e siècle (dites réformes du *tanzimat*). Pour les juifs et les chrétiens de l'Empire ottoman, dont l'Égypte, ces réformes étaient presque révolutionnaires : les lois islamiques relatives aux minorités « inférieures » et « protégées » (*dhimmis*) furent abolies. Durant la période post-ottomane, au début des années 1920, sous le roi Fouad I^{er}, juifs et chrétiens pouvaient se risquer hors de leurs enclaves traditionnelles. L'article 3 de la Constitution de 1923 accordait en effet les mêmes droits à tous les Égyptiens, sans distinction de race, de langue ou de religion. En théorie, donc, les juifs auraient pu bénéficier d'une vraie citoyenneté égyptienne. D'où la surprise générale, lorsque, en 1929, la loi sur la nationalité égyptienne priva bon nombre d'entre eux de la leur, l'accordant de façon extrêmement sélective et créant un large contingent d'apatrides ou de détenteurs d'une nationalité étrangère. Point positif, à la fin des années 1930, la population juive avait augmenté de plusieurs milliers par rapport à 1800, pour atteindre 75 000 habitants, actifs dans de larges secteurs de l'économie et exposés aux processus d'euro péanisation culturelle.

Le chapitre IV retrace l'entre-deux-guerres. Comme le précédent, il met en lumière le degré de tolérance des Égyptiens et des Britanniques à l'égard de la vie

communautaire et politique des juifs jusqu'au milieu des années 1930. Mais il analyse plus en détail la vie politique juive, notamment les activités sionistes, encore au stade embryonnaire. Jusqu'alors, les « juifs politiques » ne semblaient pas susciter de colère ostensible chez les musulmans, pas plus que leur soutien au socialisme et au communisme. La presse pro-sioniste arabophone et francophone était très dynamique en Égypte entre 1919 et 1939. Mais certains signes annonçaient un chamboulement dans ce climat politique égyptien tolérant. Antisémitisme en Europe après la montée du Troisième Reich en Allemagne, lois anti-juives en Italie en 1938, propagande pro-allemande en Égypte, radicalisation du nationalisme égyptien, en particulier de groupes patriotiques comme Jeune Égypte, pro-fasciste, mais aussi des partis politiques plus modérés, influence croissante des Frères musulmans, mouvement ouvertement antisémite et propagande pro-fasciste des agents du Troisième Reich – autant de nuages qui s'amoncelaient. De 1936 à 1939, la révolte arabe en Palestine contre le Mandat britannique et les juifs captiva l'attention des musulmans égyptiens cultivés, ce qui allait affecter les relations entre les deux confessions. Les éléments arabes palestiniens et l'appareil de propagande de Haj Amin al-Husseini, grand mufti de Jérusalem, contribuèrent à nourrir le sentiment anti-juif. L'épineuse question palestinienne, au cœur des préoccupations des étudiants musulmans et des cercles religieux, dont les Frères musulmans, gagna progressivement les membres du Parlement et un public élargi dans les villes. Non seulement ces Égyptiens commencèrent à s'identifier à la cause palestinienne, mais ils accusèrent les juifs d'Égypte de soutenir le concept d'un foyer national juif, tout en remettant en question les « privilèges » sociaux

et économiques qui leur avaient été accordés aux dépens des « vrais » Égyptiens.

Le chapitre V s'étend de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au printemps 1948. Même si les juifs continuaient alors de jouer un rôle vital dans l'économie du pays et si leurs relations avec les musulmans et les minorités non-musulmanes semblaient plutôt stables, certains dangers apparus dès les années 1930 commençaient à s'affirmer. Les responsables politiques égyptiens faisaient pression pour marginaliser les minorités étrangères et les groupes ethno-religieux dans l'économie, en faveur des Égyptiens « de souche ». Par ailleurs, en dépit de la poursuite de l'activité sioniste dans les années 1940, largement tolérée par les administrations britannique et égyptienne, des forces islamistes nationalistes et radicales organisèrent des campagnes antisionistes qui, en novembre 1945, donnèrent lieu à des émeutes au Caire, à l'occasion du 28^e anniversaire de la déclaration Balfour, puis gagnèrent d'autres villes. Vraisemblablement lancées par les Frères musulmans et le mouvement Jeune Égypte contre les Britanniques, elles étaient aussi dirigées contre les juifs : lourdes attaques envers leurs communautés, sévères dégâts matériels et destruction de biens communautaires. Les juifs d'Égypte n'avaient pas connu pareilles attaques depuis de nombreuses décennies.

Les deux derniers chapitres – VI et VII – couvrent la création de l'État d'Israël jusqu'à la guerre de Palestine de 1948 à l'époque contemporaine. Ils analysent la redéfinition plurielle des relations entre musulmans et juifs et les raisons du déclin de la vie communautaire juive en Égypte. La naissance d'Israël, les conflits israélo-arabes de 1948, 1956 et 1967, et l'intervention d'Israël dans les affaires égyptiennes intérieures ne sont que quelques-uns

des facteurs de la disparition progressive de la communauté juive d'Égypte. Elle connut une émigration vers Israël et d'autres pays – dont une partie de façon clandestine à la fin des années 1940 et au début des années 1950 –, avec l'accord tacite des autorités égyptiennes. Ces facteurs coïncidèrent avec des événements plus dramatiques encore qui frappèrent de plein fouet les juifs ainsi que d'autres minorités non-musulmanes, notamment le renversement du régime monarchique égyptien par les militaires en juillet 1952 et la transformation du pays en république ; la fin de la présence militaire et coloniale britannique dans les années 1954-1956 ; les idéologies et politiques panarabes et socialistes du nouveau leadership qui, dans les années 1959 et 1960, firent de l'Égypte le grand défenseur de l'unité arabe ; la confiscation et la nationalisation des biens étrangers et juifs ; des politiques sociales et économiques d'« homogénéité nationale » et d'« égyptianisation », à partir de 1956, laissant entendre que les juifs n'étaient pas de « vrais » Égyptiens et qu'ils n'avaient donc aucun rôle social et économique à jouer dans cette société radicalement transformée. Nombre d'entre eux furent incités à partir et à liquider leurs biens, tandis que d'autres furent expulsés. Réfugiés, ils demandèrent l'asile en Europe, en Australie, en Amérique du Sud, aux États-Unis et en Israël. Sous le régime révolutionnaire égyptien, le départ de riches leaders de la communauté ainsi que de jeunes familles posa de sérieux problèmes. Avec une population vieillissante incapable de contribuer à financer ses communautés et l'émergence d'une classe de chefs communautaires moins dynamique, la dépendance aux organes juifs internationaux et à la Croix-Rouge allait croissant pour compléter les faibles ressources d'une population en baisse. Certaines de

INTRODUCTION

ces organisations soutenaient les pauvres et les nécessiteux, elles participaient au financement des conseils communautaires pour couvrir les dépenses administratives et aidaient à financer et organiser le départ des juifs qui cherchaient à reconstruire une vie ailleurs.

CHAPITRE III. De l'ascension de Méhémet Ali à l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale.....	85
<i>Contexte général</i>	85
<i>La vie juive du règne de Méhémet à la fin des années 1930</i>	89
CHAPITRE IV. Sionisme, Palestine et antisémitisme européen (1920-1939)	117
<i>Sionisme initial en Égypte</i>	117
<i>Développements en Palestine et presse pro-sioniste :</i> <i>perspectives politiques</i>	120
<i>La description de dirigeants sionistes et communautaires par des émissaires de l'Organisation sioniste et du Yishouv</i>	131
<i>Réactions juives à l'antisémitisme en Europe et au Moyen-Orient (1933-1938)</i>	140
CHAPITRE V. De la Seconde Guerre mondiale à 1948	151
<i>L'Égypte et la guerre</i>	151
<i>La situation des juifs en Égypte (1939-1944)</i>	153
<i>Les émissaires du Yishouv en Égypte (1942-1948)</i>	171
<i>L'Alyah d'Égypte (1946-1948)</i>	187
CHAPITRE VI. De la guerre israélo-arabe de 1948 à la révolution égyptienne (1948-1952).....	199
<i>L'impact de la guerre de 1948 sur les communautés juives</i>	199
<i>La communauté juive : les affaires internes (1948-1952)</i>	211
<i>Travail clandestin inspiré par Israël : un département éphémère pour les juifs du Moyen-Orient de l'Agence juive (1949-1951)</i>	216
<i>Collecte de renseignements (1948-1951)</i>	224
<i>Les débuts de l'émigration clandestine</i>	226

TABLE

CHAPITRE VII. Disparition de la vie communautaire (1952-2020).....	245
<i>Les relations égypto-israéliennes, les juifs et le nouveau régime (1952-début 1954).....</i>	245
<i>Débuts du nassérisme : la « mésaventure » à la veille de la crise du canal de Suez (1954-1956).....</i>	249
<i>De la crise du canal de Suez à la mort de Nasser (octobre 1956-septembre 1970).....</i>	268
CONCLUSION	307
Notes.....	311
Annexes	335
Index des noms de personnes.....	339
Index des noms de lieux	345